

Déclaration commune

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, UNSA membres de la Confédération européenne des syndicats s'inscrivent dans la campagne décidée par la CES en vue du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013 qui doit examiner une feuille de route pour une dimension sociale de l'Union économique et monétaire (UEM).

Les politiques d'austérité font la démonstration de leur inefficacité, l'Europe doit changer de cap. Si les politiques économiques coordonnées et l'objectif d'assainissement des finances publiques sont nécessaires, les organisations syndicales françaises membres de la CES considèrent cependant qu'il est urgent de mettre fin à des coupes injustes dans les dépenses publiques qui contribuent à augmenter le chômage, les inégalités, la pauvreté, dégradent les services publics et aggravent la récession.

Elles se prononcent en faveur d'une politique d'investissements favorisant une croissance et des emplois durables, des mesures permettant de mettre fin à la concurrence en matière de salaires et de conditions de travail, à la concurrence fiscale, à la fraude et à l'évasion fiscale. C'est le sens de la proposition de contrat social pour l'Europe qu'elles soutiennent. Cela doit se traduire notamment par l'instauration d'un salaire et de revenu minimums dans chaque Etat européen et la mise en œuvre d'initiatives en faveur de l'emploi des jeunes.

La dimension sociale de l'Europe doit faire partie intégrante de la gouvernance économique et budgétaire. Dans cet objectif, les partenaires sociaux doivent être associés au niveau national et au niveau européen, aux différentes étapes des processus d'élaboration des politiques au sein de la gouvernance économique et sociale européenne. Le dialogue social doit permettre d'apporter des solutions justes aux problèmes auxquels sont confrontés les salariés.

A leur demande, la CES et les organisations syndicales françaises qui en sont membres seront reçues par le Président de la République le 19 juin. Elles lui feront part de leurs demandes et attendent du chef de l'Etat et du gouvernement qu'ils portent ces objectifs et ces priorités lors du Conseil européen des 27 et 28 juin 2013.

En appui à cette démarche et dans le cadre d'une campagne syndicale européenne, les organisations syndicales CFDT, CFTC, CGT, UNSA appellent à participer au rassemblement qu'elles organiseront à Paris le 19 juin, jour de la rencontre de la Secrétaire générale de la CES et des Secrétaires généraux et présidents des organisations françaises avec le Président de la République.